

Dans le Pacifique, les migrations climatiques doivent être organisées

Les habitants des petites îles du Pacifique sont conscients qu'une aggravation des conditions climatiques les poussera à terme à migrer. Ces mouvements, qui ont déjà commencé entre les îles mais aussi à l'international, ne sont pas assez anticipés.

Pour eux, le changement climatique, c'est déjà une réalité... La grande majorité des ménages de Kiribati (94%), Nauru (74%) et Tuvalu (97%) ont déjà subi une hausse du niveau de la mer, l'intrusion de l'eau salée et la sécheresse. Pire : plus de 70% des ménages de Kiribati et Tuvalu, et 35% des foyers de Nauru estiment que les membres de leur famille devront émigrer si ces impacts s'aggravent et menacent les productions vivrières, souligne une étude de l'Université des Nations unies (UNU), présentée ce 2 décembre dans le cadre de la COP 21. Or, seulement 26% des ménages de ces îles du Pacifique disposent des moyens financiers pouvant supporter une migration... Ce qui signifie que *"de nombreux ménages seront piégés dans des conditions environnementales aggravées"*, souligne l'université onusienne.

Et pour l'instant, la communauté internationale ne s'est pas réellement saisie de ce sujet, regrette Koko Warner, experte de l'UNU : *"A Paris, nous appelons les décideurs à prendre en compte la mobilité humaine dans le futur accord. C'est un problème global, pas seulement une question qui se pose à la région Pacifique. L'ensemble des pays seront touchés par les migrations climatiques, qu'ils soient des lieux de départ, de transit ou d'accueil des migrants"*. Si les îles Fidji ont déclaré être prêtes à accueillir les habitants de Tuvalu et Kiribati, d'autres n'ont pas encore passé ce cap. Une famille de la République de Kiribati en a fait la douloureuse expérience récemment : elle s'est vu refuser le statut de réfugié par la Nouvelle-Zélande... car la menace climatique ne fait pas encore partie des raisons permettant d'accéder à ce statut, selon la Convention de Genève de 1961. Ce pays accueille actuellement un maximum de 75 migrants du Pacifique par an.

Des migrations qui posent déjà problème

Entre 2005 et 2015, 10% des 10.084 habitants de Nauru et 15% de la population de Tuvalu (qui compte 10.857 têtes) ont émigré dans un autre pays, indique l'UNU. Aujourd'hui, le climat fait partie de l'une des raisons de ce mouvement migratoire, après le travail, l'éducation ou la santé. Mais dans quelques années, il pourrait être la principale raison de départ.

En se basant sur le scénario d'une hausse des températures de 2°C d'ici 2100, l'UNU estime que, d'ici 2055, les flux migratoires vont augmenter de 35% à Kiribati et 100% à Tuvalu.

Les migrations se font aussi à l'intérieur d'un même archipel. A Kiribati, qui compte 33 atolls, ces mouvements sont cinq fois plus importants que les migrations internationales pour l'instant. Et ils pourraient doubler d'ici 2055. A Tuvalu, ces mouvements internes sont moins importants, mais ils pourraient augmenter de 70%. En revanche, à Nauru, ce n'est pas une option puisque ce pays est constitué d'un seul atoll...

"Ces mouvements internes posent problème. Les migrations vers d'autres îles peuvent entraîner une surpopulation et représenter une pression supplémentaire sur les ressources en eau douce, mais aussi en terme d'emploi", estime Koko Warner. Et ces pressions se surajouteront à celles causées par la pression démographique. La population devrait en effet croître de 70% sur l'archipel de Kiribati et de 22% à Tuvalu d'ici le milieu du siècle.

Mais beaucoup n'ont pas le choix : migrer à l'international n'est pas à leur portée. Ces dix dernières années, près de 10.000 habitants de ces îles ont du renoncer au départ, faute de moyens financiers...

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/pacifique-kiribati-nauru-tuvalu-migrations-climatiques-organisation-iles-25779.php4>